tenacité de l'honneur sur de lui-même ; chez lui pas d'excitation, tout est mesuré. Ses concitoyens lui confient une charge, un devoir et il l'accomplit avec toute sa force et son énergie. L'un est le cœur qui pousse, la tête qui pense, la langue d'argent qui parle ; l'autre est l'esprit qui pèse, la main qui agit, mais tous deux ont une vertu, un culte qui leur est commun et que Québec Est prise le plus en eux, cette vertu, ce culte c'est l'honneur, l'honneur sous toutes ses formes, dans toutes ses acceptions.

A toutes ces qualités l'hon. M. Shehyn joint les plus excellentes qualités du cœur qui en fait personnellement un des membres les plus aimés du Cabinet. Jouissant d'une très grande fortune, il en fait jouir également ses amis et tous ceux qui l'approchent. Les splendeurs de sa résidence, la magnificence des fêtes qu'on y donne, le gracieux accueil qu'y reçoivent les amis et les invités sont bien connus de tous ceux qui ont l'occasion de se trouver à Québec pendant les sessions et qui ont profité de sa large hospitalité. Depuis deux parlements, l'hon. M. Shehyn est réélu par acclamation. C'est assez dire que ses adversaires reconnaissent ses mérites comme les reconnaissent si bien ses partisans, c'est le plus grand éloge qu'on puisse faire d'un homme public.

UN QUÉBÉCOIS A NEW-YORK

Nous lisons dans l'Electeur : —

Nous sommes fiers de voir l'honorable M. Laurier invité à porter la parole devant la Chambre de Commerce de New-York, non seulement parce qu'il est notre chef politique, mais aussi à titre de concitoyen, car à Québec M. Laurier est à bon droit considéré comme des nôtres.

Toute la population de la vieille capitale, en particulier celle de Québec-Est, savourera avec plaisir les applaudissements que l'éloquence de son représentant ne manquera pas de faire éclater au sein d'une assemblée d'élite habituée à apprécier les belles choses. A un point de vue plus pratique, on comprend ici les avantages qui peuvent résulter de la présence de l'honorable Wilfrid Laurier au banquet du 27. Parler devant la Chambre de Commerce de New-York, c'est s'adresser du coup aux 65 millions d'habitants de la République, c'est atteindre le peuple américain tout entier et lui faire connaître nos véritables opinions, trop souvent dénaturées.

M. Laurier sera précédé à New York par une immense réputation, qui demandera tout son talent pour se soutenir. Nous ne craignons pas l'épreuve pour lui. Le Canadien-Français qui a assez bien maîtrisé la langue de Shakespeare pour soulever, par chacun de ses discours, l'enthousiasme de ses compatriotes anglais, pourtant si impossibles d'ordinaire, saura bien exciter la même admiration la première fois qu'il ira porter la parole devant le grand public de New-York.

tenacité de l'honneur sur de lui-même ; chez lui pas d'excitation, tout est mesuré. Ses concitoyens lui confient une charge, un devoir et il l'accomplit avec toute sa force et son énergie. L'un est le cœur qui pousse, la tête qui pense, la langue d'argent qui parle ; l'autre est l'esprit qui pèse, la main qui agit, mais tous deux ont une vertu, un culte qui leur est commun et que Québec Est prise le plus en eux, cette vertu, ce culte c'est l'honneur, l'honneur sous toutes ses formes, dans toutes ses acceptions.

Aux yeux du gouvernement, le journal doit être un puissant instrument d'éducation. C'est à ce point de vue que le gouvernement Mackenzie a aboli l'ancien tarif postal sur les journaux. On ne saurait donc trop faire pour encourager la diffusion des journaux, qui sont pour un grand nombre une véritable école.

En même temps qu'on annoncera aux maîtres de poste que leur traitement est augmenté, on devrait leur donner instruction d'agir comme agents pour tous les journaux du pays, sans exception de partis, de sorte que les abonnés n'eussent qu'à leur remettre le prix de leur abonnement, qui serait fidèlement transmis à qui de droit. Pour faciliter cette besogne, des formules spéciales leur seraient distribuées. Ce nouveau service ferait aux maîtres de poste un petit revenu additionnel qui dans certains cas atteindrait un chiffre assez important.

Aux États-Unis, les affaires de souscriptions rapportent aux maîtres de poste de campagne beaucoup plus que les émoluments de leur office. Tous les journaux du pays consentiraient volontiers, croyons-nous, à payer à ces agents officiels une retenue de 25 p. c. sur les recouvrements.

L'EMPRUNT PROVINCIAL

Le *Petit Figaro*, journal financier de Montréal, publie au sujet de l'emprunt provincial les calmes réflexions qui suivent : —

L'avenir du Canada—répétons-le — au point de vue matériel, est intimement lié au développement de son réseau ferré : c'est ce qu'avait si bien compris Mgr Labelle, quand il réclamait avec tant d'insistance la création de la ligne du Nord. Ce royaume du nord dont la reconnaissance populaire l'avait proclamé roi, et qu'il avait formé en appelant des colons sur ces terres autrefois désertes, il ne l'avait créé que grâce au chemin de fer du lac Saint-Jean ; c'est aussi, du reste, ce que tous les partis reconnaissent lorsqu'ils sont au pouvoir. L'emprunt devient donc une nécessité—mais inévitable. L'honorable M. Shehyn se rend à la fin du mois avec le premier ministre en Europe pour négocier cet emprunt.

Il n'est pas douteux qu'avec les chiffres revenus et de plus value des propriétés de la province qu'il peut invoquer, il convaincra aisément les capitalistes des avantages du placement offert par le gouvernement de Québec, et qu'il trouvera sous de favorables conditions des souscripteurs empressés.

Il lui suffira de présenter un résumé des résultats obtenus depuis 1881 dans cette province notamment dans les nouveaux défrichements du Nord, pour donner confiance aux plus timides. Le marché financier de Paris qui a déjà souscrit l'emprunt de \$4,275,000 en 1890, accueillera favorablement, nous n'en doutons pas, cette heureuse occasion d'un placement sûr, offrant les plus solides et les meilleures garanties.

A. M. DE CH.

la Colombie Anglaise et les Territoires du Nord-Ouest, Canada & Francis Cleary, Windsor, pour la province du Manitoba et la province d'Ontario dans la Puissance du Canada, excepté la ville d'Ottawa et les comtés de Carlton, Russell, Prescott, Gengury, Renfrew, Stormont, Dundas, Guy, Greenville et Leeds et Lanark et cette partie du Nipissing s'étendant jusqu'à Sudbury sur le Pacifique Canadien ; John J. Gilligan, Grafton, W. Va., pour l'Ouest de la Virginie ; Daniel M. Clark, Brainard, Minn., pour le Minnesota ; J. A. Skelley, Mc Keesport, Pa., pour le Maryland ; Peter C. Becker, Leavenworth, Kan., pour les comtés de Leavenworth, Wyandotte, Atchison, Johnson, Jackson, Donipham, Douglas, Miami, Line, Anderson, Allen, Bourbon, Woodson, Wilson, Neosho, Crawford, Montgomery, Labitte, Cherokee, Kansas ; Daniel J. Kelly, Beatti, Kan., pour les comtés de Nemaha, Marshall, Washington, Republic, Jewel, Smith, Osborne, Brown, Kansas ; T. J. Buterly, Topeka, Kan., Shawnee, Osage, Coffey, Wabannsee, Lyon, Greenwood, Elk, Davis, Morris, Chase, Buther, Sedgwick, Sumner, Harvey, Marion, Reno, Mepherson, Kansas ; Dr. Gallagher, St. Marys, Kan., pour les comtés de Pottswatonic, Riley, Clay, Dickinson, Saline, Ottawa, Cloud, Ellsworth, Rice, Lincoln, Mitchell, Kansas ; W. J. Bulger, Chicago, Ill., pour l'Indiana ; P. J. Kelley, Salamanca, N. Y., pour le Kentucky ; Martin Carey, Buffalo, N. Y., pour le Massachusetts.

Je regrette d'être forcé de dire que, si tous les titulaires avaient communiqué leur acceptation dans un délai raisonnable, cette liste officielle aurait été publiée beaucoup plus tôt. Même à cette date il y a des titulaires qui, s'ils ont accepté leur nomination, ont manifesté leur acceptation par le silence.

C'était et c'est mon intention de ne nommer que des hommes actifs et disposés à étendre et à propager notre noble association, et c'est avec cet objet en vue que je présente maintenant les susdits députés suprêmes.

Tous les officiers et tous les membres des conseils et des succursales se trouvant sous la juridiction des susdits députés devront agir en conséquence.

Donné sous mon seing et le sceau du Conseil Suprême ce 15ème jour de janvier A. D. 1891.

(Signé) J. S. McGarry
Président Suprême
C. M. B. A.

Nous avons renoncé à notre projet de publier, pour cette année du moins, un almanach français de la C. M. B. A. Pareille publication aurait pu être fort avantageuse, spécialement pour les succursales françaises, mais nous n'avons pas cru devoir assumer les frais de l'entreprise lorsque nous avons contemplé de sang-froid l'impardonnable apathie qui a répondu à nos appels. En justice, nous ne pouvons pas omettre d'a-

Un correspondant du *C. M. B. A. Weekly* lui écrit pour lui exprimer le désir d'avoir des nouvelles de la succursale 80 de la C. M. B. A., établie à New Brighton. A cela notre confrère répond qu'il serait heureux de pouvoir publier de courts mais fréquents rapports de chacune des succursales qui voudraient bien donner signe de vie. De notre côté, nous serions aussi aise que notre distingué confrère de Détroit de donner souvent des nouvelles des diverses succursales de la C. M. B. A. Mais que voulez-vous que nous fassions ? La plupart des succursales sont muettes.

Le *C. M. B. A. Weekly* prend occasion de ce fait pour formuler des reproches qui nous paraissent bien mérités. Nous supposons, dit-il,— que les membres de la succursale 80 sont comme les membres de tant d'autres succursales, qui paraissent croire que la C. M. B. A. est seulement une société d'assurance de vie, et que l'on n'a pas à attendre d'eux autre chose que le paiement de leurs primes. Les fondateurs de la C. M. B. A. avaient pourtant de plus hautes fins en vue : ils se proposaient surtout de construire une organisation aussi puissante pour rallier les forces catholiques que l'organisation des sociétés secrètes est effective pour grouper les efforts hostiles à l'Eglise. Mais aussi longtemps que les deux tiers des membres demeureront aussi indifférents au but réel de la C. M. B. A., leur apathie entravera le dévouement des autres.

NOTES DIVERSES

Nous lisons dans l'Etendard : —

Comme il était facile de le prévoir, le banquet offert jeudi soir, de la semaine dernière, à l'hôtel Richelieu, à M. de Montigny par ses compagnons d'armes, les zouaves pontificaux, auxquels s'étaient joints de nombreux amis, a eu un magnifique succès. C'est assurément l'une des plus belles et des plus cordiales démonstrations que nous ayons eues depuis longtemps.

Nos compatriotes ont voulu, non-seulement fêter un ami, reconnaître son mérite, ses grandes qualités et lui témoigner leurs plus chaleureuses sympathies, ils ont voulu surtout faire une belle démonstration en l'honneur de la grande cause au service de laquelle M. de Montigny, le premier au Canada, s'est enrôlé, il y a trente ans. Ils ont voulu, une fois de plus, faire voir au monde que les zouaves pontificaux canadiens étaient bien, à Rome, les représentants du Canada français et que tous leurs compatriotes les accompagnaient de cœur dans cette nouvelle croisade.

L'immense salle du Richelieu était à peine suffisante pour contenir la foule des souscripteurs au banquet. Les Zouaves étaient nombreux — quelques-uns d'entre eux étaient venus de Québec et des autres villes de la province et même des États-Unis.